



La guerre des référendums

Par [Nancy Thede](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Mondialisation.ca, 21 novembre 2008

[Alternatives](#) 21 novembre 2008

Note éditoriale, Mondialisation.ca:

Afin de susciter un débat, nous publions deux articles portant sur les événements qui se sont déroulés en Bolivie en septembre 2008. Les événements en Bolivie ont donné lieu à un état d'urgence et à de nombreuses critiques vis-à-vis la droite bolivienne visant le morcellement du pays de la riche région de Santa Cruz, droite également accusée d'être à la solde du gouvernement étasunien.

Eduardo Corro a écrit un article en réponse à l'article de Nancy Thedes publié par [Alternatives](#) le 25 septembre 2008. Vous pouvez lire l'article intitulé «Bolivie : Démocratie ou sécession», [en cliquant ici](#). Cet article est d'abord paru sur le site de [L'aut'journal.info](#).

Nous vous invitons également à lire [La déstabilisation de la Bolivie et «l'option Kosovo»](#), paru en français le 7 octobre 2008 et [en anglais](#) le 20 septembre 2008.

Nous publions ici l'article d'[Alternatives](#) qui a fait l'objet de critiques.

Des affrontements armés ont finalement éclaté en Bolivie. Le blocage politique entre le gouvernement central d'Evo Morales et les départements autonomistes a débouché sur des violences dans le Pando, qui ont fait une trentaine de morts. Pour faire baisser la tension, l'opposition et le gouvernement se sont entendus pour relancer une autre fois le dialogue. Chronique d'un affrontement annoncé.

Encouragés par les autorités élues, les civils s'entretenant dans le département de Pando le 11 septembre annonçaient au monde ce qui crève les yeux depuis plus d'un an : la Bolivie est en crise. Le fait qu'on la voit venir depuis tout ce temps n'arrange rien à l'affaire. Cet enlèvement progressif dans la violence, les appels à la radicalisation de part et d'autre, les échecs multiples des tentatives de dialogue, donnent la mesure de l'effritement du débat politique qui dégénère, surtout depuis l'adoption par le MAS d'une proposition de nouvelle constitution, en une série d'affrontements, de dérapages et de contournements de la loi tant de la part du gouvernement que des opposants.

En effet, le projet de transformation radicale des règles politiques de Evo Morales, élu président fin 2005, et de son Mouvement vers le Socialisme (MAS), rencontre une levée de boucliers de la part de l'opposition, de droite et régionaliste. En raison de son contrôle de l'économie et d'un fort appui populaire dans la région orientale (amazonienne) du pays, l'opposition arrive à bloquer ce projet. Sa vision du pays repose sur l'entreprise privée,

l'identité régionale et le maintien du contrôle politique par la bourgeoisie modernisatrice et les grands propriétaires terriens. De son côté, le gouvernement Morales, pressé par ses bases dans les mouvements sociaux à refuser tout compromis, a cherché à imposer ses politiques plutôt que de reconnaître un rapport de forces difficile à changer par l'intransigeance. Son programme de réorganisation est fondée sur la justice redistributive, le contrôle étatique sur les profits générés par l'exploitation des ressources naturelles, ainsi que la reconnaissance des identités et des formes d'organisation politique autochtones.

Davantage de référendums

Dans ce contexte, on assiste depuis le mois de mai à une « guerre des référendums » visant à renforcer l'un ou l'autre des camps. Au départ, le référendum attendu par tous devait porter sur la nouvelle constitution ; les affrontements à ce sujet ont été tels que l'opposition parlementaire n'a pas participé à l'adoption du texte proposé, et ses alliés régionaux dans 4 des 9 départements que compte le pays se sont lancés dans leurs propres référendums sur l'autonomie départementale, histoire de couper l'herbe sous les pieds du MAS. En effet, dans la mesure où la droite n'a pas participé à l'élaboration du texte constitutionnel, elle est farouchement opposée à certaines de ses dispositions visant la redistribution du pouvoir économique et politique.

Les référendums sur les statuts d'autonomie départementale sont considérés illégaux par le gouvernement, alors que c'est lui qui a lancé cette démarche par le référendum de 2006 (le même qui a entériné le processus menant à l'Assemblée constituante), où les populations de ces quatre départements ont voté massivement en faveur de ce principe d'autonomie. Bien qu'utilisée par l'opposition pour miner le pouvoir du gouvernement actuel, cette revendication a aussi des assises historiques – ce que le MAS refuse de reconnaître. L'autonomie jouit, par ailleurs, d'un appui populaire qui dépasse largement les régions de l'Amazonie, notamment à Cochabamba et à Chuquisaca, mais également à La Paz. D'où le désarroi exprimé par beaucoup de partisans du MAS lorsque le gouvernement a refusé d'engager un véritable débat sur cette question.

Aucun débat national ne s'est donc tenu sur le contenu des projets autonomistes qui, face au refus de négocier du gouvernement, ont pris des couleurs assez radicales. Des analystes boliviens considèrent que, malgré la polarisation actuelle, près de 80 % du contenu du statut du département de Santa Cruz pourrait assez facilement être rendu compatible avec le projet de nouvelle constitution. Toutefois, à l'heure actuelle, les perspectives de tenir de telles discussions à tête reposée semblent de plus en plus éloignées. Au contraire, le mouvement autonomiste est en train de gagner des adeptes, puisque tant le préfet de Cochabamba que la mairesse de Sucre et la préfète récemment élue de Chuquisaca ont annoncé qu'ils organiseraient eux aussi des référendums sur des statuts d'autonomie dans les prochains mois.

Pour tenter de freiner le mouvement autonomiste, le gouvernement, avec un appui inespéré de la part de l'opposition parlementaire au sénat (composé des partis de droite Podemos, MNR et ADN), a organisé son propre référendum le 10 août : un référendum de révocation de mandat touchant le président, le vice-président ainsi que 8 des 9 préfets départementaux. Mais les résultats, loin de résoudre la crise politique, en consolident plutôt les deux pôles. Certes, Morales a été confirmé comme président avec deux tiers des voix (beaucoup plus que ses 54 % lors de l'élection de 2005), mais les quatre préfets autonomistes ont eux aussi été confirmés dans leurs départements respectifs, avec des taux d'approbation allant de 55 à 70 %. Morales a obtenu moins de la moitié des suffrages

dans ces départements.

Chacun des camps crie victoire au sortir de ce référendum, et durcit ses positions en conséquence. Le message du vote était au contraire tout autre : la population bolivienne dans son ensemble accorde un appui massif et sans équivoque au gouvernement élu de Morales, mais, en même temps, la population des départements autonomistes a clairement démontré son appui aux projets des préfets. C'était un appel clair à trouver une solution qui respecte ces deux légitimités.

Le gouvernement, convaincu sur la base de son 67 % d'appuis d'obtenir une forte majorité dans les consultations à venir, va de l'avant avec deux nouveaux référendums sur la nouvelle constitution pour janvier 2009 (un sur la limite légale à la propriété foncière et l'autre sur le texte de la nouvelle constitution de plus de 400 articles). Même si l'opposition demande des modifications importantes au texte, les bases du MAS déclarent qu'elles refuseront d'en changer ne serait-ce qu'une virgule. Les dirigeants de chaque côté appellent leurs bases à la mobilisation, et les affrontements violents se sont répandus à grande vitesse. Alors qu'il est urgent de calmer les esprits pour éviter un embrasement généralisé, les dirigeants des deux camps continuent à avoir un double discours - l'appel aux négociations, et en même temps l'incitation à la mobilisation et la défense « à mort » de leur projet respectif.

Nancy Thedes est professeure de science politique à l'UQAM

La source originale de cet article est [Alternatives](#)

Copyright © [Nancy Thede](#), [Alternatives](#), 2008

Articles Par : [Nancy Thede](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca